

F. 98 — 1521

[S - C - 98/29117]

2 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux (77/453/CEE), modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 75 et 137;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 approuvant les dossiers de référence de la section « Infirmier hospitalier » classée au niveau de l'enseignement secondaire de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Etablissement d'enseignement de promotion sociale : établissement visé à l'article 1^{er}, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o Unité de formation : unité de formation telle que visée à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 précité;

3^o Epreuve intégrée : unité de formation visée aux articles 17, 18, 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de Régime 1;

4^o Section : section visée aux articles 10, 11 et 12 du décret du 16 avril 1991 précité;

5^o Enseignement clinique : partie de la formation en art infirmier où, conformément à la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977, l'étudiant apprend, dans un cadre organisé et en contact direct avec une personne saine ou malade et/ou des groupes sur la base de connaissances et d'aptitudes acquises, à programmer, organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers requis. L'étudiant intégrera progressivement dans sa démarche le concept d'éducation à la santé. Tout au long de cet arrêté, « enseignement clinique » et « stages » sont synonymes;

6^o Etudiant : étudiant(e) inscrit(e) dans une des unités de formation constitutives de la section « Infirmier hospitalier » de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

Art. 2. L'enseignement clinique est dispensé dans des services de stage situés en Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiants sous la direction d'enseignant(e)s infirmier(ère)s/accoucheuses et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement de promotion sociale.

Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur.

Les établissements de promotion sociale communiqueront chaque année à l'inspection de la Direction Générale de la Santé la liste des institutions et services au sein desquels l'enseignement clinique est organisé.

CHAPITRE II. — Conditions de validité

Art. 3. Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes :

1^o La planification, l'organisation et la coordination des heures d'enseignement clinique doivent être confiées à un(e) infirmier(ère) gradué(e) ayant une expérience d'au moins six ans dans l'enseignement infirmier;

2^o La surveillance éducative des étudiants doit être placée sous la responsabilité d'un(e) enseignant(e) infirmier(ère) gradué(e) ou accoucheuse. Cette exigence n'est pas d'application pour l'enseignement clinique organisé la nuit;

3^o En aucun cas, il ne peut y avoir plus de trois étudiants par infirmier(ère) ou par accoucheuse présent(e) dans le service;

4^o Les étudiants sont tenus de rédiger des rapports de soins à raison, en moyenne d'un par 100 périodes de stages. On entend par rapport de soins, un document destiné à fournir la preuve de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers.

Art. 4. § 1^{er}. Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1^o Un contrat dit de stage doit être conclu par écrit entre l'établissement d'enseignement de promotion sociale et l'institution de stage. Il a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement de promotion sociale qui est responsable de la formation, et l'institution de stage qui collabore à cette formation.

Ce contrat doit porter au moins sur les points suivants :

a) les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement de promotion sociale que de l'institution de stage;

b) le nombre d'étudiants par service;

c) les unités de formation concernées;

d) la durée et la répartition des stages dans le temps;

e) l'assurance en responsabilité civile;

f) l'encadrement des stages.

2° Un dossier infirmier adapté aux besoins du service et/ou de l'unité de soins doit être systématiquement employé;

3° Une collaboration doit exister entre le département infirmier et l'établissement d'enseignement de promotion sociale, conformément aux règles visées par le contrat visé au 1°;

4° La preuve de discussions régulières concernant les patients et/ou l'adaptation des plans de soins doit être fournie par le service de stage;

5° Le responsable de l'institution de stage doit être le chef du département infirmier ou un(e) infirmier(ère) gradué(e) qui en tient lieu ou qui lui est lié(e) sur le plan fonctionnel.

§ 2. En choisissant le service de stage, l'établissement d'enseignement de promotion sociale veillera à ce que les étudiants soient confrontés à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers correspondant aux différents stades de la formation.

Pendant les stages, les étudiants doivent avoir la possibilité d'exécuter les tâches en rapport avec leur niveau de compétence et être à même d'en procéder à une évaluation méthodique.

Les expériences de formation acquises par les étudiants doivent faire l'objet de discussions avec les enseignants(antes)- infirmiers(ères)/accoucheuses ainsi qu'avec l'infirmier(ère) responsable du service chaque fois que cela s'avère possible.

§ 3. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux conditions filmées aux articles 2 et 4, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

CHAPITRE III. — Répartition de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère)

Art. 5. L'enseignement clinique menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) doit comprendre au minimum 2 240 périodes de 50 minutes réparties sur 5 années d'études.

Art. 6. Sur l'ensemble des unités de formation de la section sanctionnée par le brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère), des visites d'études dans un ou plusieurs des domaines de stages énumérés aux articles 8, 9 et 10 peuvent être organisées, à concurrence de 150 périodes maximum et pour autant que les étudiants fassent un rapport écrit de chacune d'elles.

Art. 7. Pour chaque étudiant, l'établissement d'enseignement de promotion sociale remplit un tableau récapitulatif de stages qui est à soumettre au visa de l'inspection de la Direction Générale de la Santé à l'issue de l'épreuve intégrée de la section conduisant à l'obtention du brevet visé au présent arrêté.

Art. 8. Les unités de formation « Stage : Infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition Ia, Ib, IIa et IIb », telles que prévues au dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 approuvant le dossier de référence de la section « Infirmier hospitalier » classée au niveau de l'enseignement secondaire de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, comportent un minimum de 640 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° Minimum 320 périodes auprès d'adultes. Cet enseignement doit être organisé dans des services hospitaliers de médecine ou de chirurgie;

2° Minimum 80 périodes auprès de personnes âgées. Cet enseignement peut être organisé dans les maisons de repos, les maisons de repos et de soins et les centres de jour, à l'exclusion des services hospitaliers gériatriques et psycho-gériatriques;

3° Minimum 40 périodes auprès d'enfants sains. Cet enseignement peut être organisé notamment en crèche, pouponnière, maison communale d'accueil de l'enfance, école maternelle, home pour enfants, service de consultation centré sur l'éducation à la santé;

4° 200 périodes au choix de l'établissement d'enseignement de promotion sociale. Cet enseignement peut être organisé dans les secteurs cités ci-dessus ou dans d'autres après accord de l'inspection de la Direction Générale de la Santé.

Art. 9. Les unités de formation « Stage : infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition III et IV », telles que prévues au dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, comportent un minimum de 760 périodes d'enseignement des soins infirmiers à répartir comme suit :

1° Minimum 160 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine;

2° Minimum 160 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie;

3° Minimum 80 périodes auprès de personnes âgées hospitalisées dans des services de gériatrie ou de psycho-gériatrie;

4° Minimum 120 périodes auprès de mères et de nouveau-nés, d'une part, et auprès d'enfants malades hospitalisés, d'autre part. Cet enseignement doit être organisé, respectivement, dans des services de maternité et dans des services de pédiatrie. Les deux domaines doivent avoir été explorés,

5° Minimum 80 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques. Cet enseignement peut notamment être organisé dans les hôpitaux ou services psychiatriques, les maisons de soins psychiatriques, les habitations protégées, les services de santé mentale et de guidance;

6° 160 périodes au choix de l'établissement d'enseignement de promotion sociale. Cet enseignement peut être organisé dans les secteurs cités ci-dessus ou dans d'autres après accord de l'inspection de la Direction Générale de la Santé.

Art. 10. Les unités de formation « Stage : Infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition Va et Vb », telles que prévues dans le dossier de référence visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juillet 1997 précité, comportent un minimum de 840 périodes d'enseignement des soins infirmiers à répartir comme suit :

1° minimum 200 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine;

2° minimum 200 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie. Dans la mesure des possibilités, les étudiants fréquenteront le quartier opératoire. Si cette possibilité est utilisée, le nombre de périodes minimum y consacré ne peut être inférieur à 40;

3° minimum 80 périodes auprès de personnes âgées organisées dans les structures visées à l'article 8, 2° et à l'article 9, 3°;

4° minimum 80 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques organisées dans les structures visées à l'article 9, 5°;

5° Minimum 80 périodes auprès de personnes recevant des soins à domicile dispensés par le personnel infirmier de services de soins à domicile;

6° 200 périodes au choix dont 80 périodes au choix de l'étudiante. Cet enseignement peut être dispensé dans les secteurs cités aux art. 8, 9 et 10 ou dans d'autres après accord de l'inspection de la Direction Générale de la Santé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales et transitoire*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 12. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 98 — 1521

[S - C - 98/29117]

2 SEPTEMBER 1997. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de richtlijn van 27 juni 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, (77/453/EEG) gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG van 10 oktober 1989;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 75 en 137;

Gelet op het besluit van 20 juli 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de verwijzingsdossiers van de afdeling "ziekenhuisverpleger", ingedeeld in het niveau van het secundair onderwijs van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1,

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 augustus 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° onderwijsinrichting voor sociale promotie : inrichting bedoeld bij artikel 1, § 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° opleidingseenheid : een opleidingseenheid zoals bedoeld bij artikel 13 van bovenvermeld decreet van 16 april 1991;

3° geïntegreerde proef : opleidingseenheid bedoeld bij de artikelen 17, 18, 19 en 20 van het besluit van 20 juli 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie van het stelsel 1;

4° afdeling : afdeling bedoeld bij de artikelen 10, 11 en 12 van het bovenvermeld decreet van 16 april 1991;

5° klinisch onderwijs : deel van de opleiding verpleegkunde tijdens welke de student overeenkomstig de richtlijn 77/453/EEG van 27 juni 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen in een georganiseerd kader en in rechtstreeks contact met een gezonde of zieke persoon en/of groepen, op basis van verworven kennis en geschiktheden, de nodige ziekenverzorging leert programmeren, organiseren, verstrekken en evalueren. De student integreert het begrip gezondheidsopleiding gelijkelijk aan in zijn ontwikkeling. In heel dit besluit zijn "klinisch onderwijs" en "stages" synoniemen.

6° student : student(e) ingeschreven in een van de opleidingseenheden waaruit de afdeling "ziekenhuisverpleger" van het secundair onderwijs voor sociale promotie in stelsel 1 bestaat.

Art. 2. Het klinisch onderwijs wordt verstrekt in de stagediensten in België gevestigd en die de nodige klinische, sociale en pedagogische middelen bieden voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de leiding van leerkrachten/verplegers (verpleegsters)/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichting voor sociale promotie.

Al de voornoemde diensten moeten erkend zijn door de bevoegde instanties overeenkomstig de van kracht zijnde wetgeving.

De inrichtingen voor sociale promotie delen elk jaar aan de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid de lijst mede van de inrichtingen en diensten waar het klinisch onderwijs wordt ingericht.

HOOFDSTUK II. — *Geldigheidsvoorwaarden*

Art. 3. Om geldig te zijn, moet het klinisch onderwijs aan volgende voorwaarden voldoen :

1° de planificatie, de organisatie en de coördinatie van de uren klinisch onderwijs moeten toevertrouwd worden aan een gegradueerd verpleger (verpleegster) met ten minste zes jaar ervaring in het ziekenhuisonderwijs;

2° het educatief toezicht op de studenten moet onder de verantwoordelijkheid staan van een leerkracht gegradueerd verpleger (verpleegster) of vroedvrouw. Deze vereiste heeft geen toepassing voor het klinisch onderwijs 's nachts ingericht;

3° in geen geval mogen er meer dan drie studenten onder het toezicht van de in de dienst aanwezige verpleger (verpleegster) of vroedvrouw staan;

4° de studenten zijn verplicht verslagen over verzorging op te stellen naar rata van gemiddeld een per 100 stageperiodes. Onder verslag over verzorging wordt verstaan een document dat dient om het bewijs te leveren dat de student heeft geleerd hoe hij (zij) moet optreden om problemen inzake verpleegkundige verzorging op te lossen.

Art. 4. § 1. Aan volgende voorwaarden inzake werking en organisatie moet worden voldaan :

1° Een stageovereenkomst moet afgesloten worden tussen de onderwijsinrichting voor sociale promotie en de stageinrichting met als doel de relaties te regelen tussen de onderwijsinrichting voor sociale promotie, verantwoordelijk voor de opleiding, en de stageinrichting die haar medewerking verleent aan deze opleiding.

Deze overeenkomst moet ten minste betrekking hebben op volgende punten :

a) de namen van de verantwoordelijken zowel van de onderwijsinrichting voor sociale promotie als deze van

b) de stageverlenende inrichting;

c) het aantal studenten per dienst;

d) de betrokken opleidingseenheden;

e) de duur en de spreiding van de stages in de tijd;

f) de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid;

g) de begeleiding van de stages.

2° Een verpleegkundig dossier aangepast aan de behoeften van de dienst en/of de verzorgingseenheid moet systematisch gebruikt worden.

3° Het verpleegkundig departement en de onderwijsinrichting voor sociale promotie moeten samenwerken, overeenkomstig de regeling bepaald in de in 1° bedoelde stageovereenkomst;

4° De stagedienst moet het bewijs leveren van regelmatige patiëntenbespreking en/of bijsturing van verpleegplannen.

5° De verantwoordelijke voor de stage in de inrichting moet het hoofd van het verpleegkundig departement zijn of een gegradueerd verpleger (verpleegster) die deze functie vervult of die met hem (haar) op functioneel vlak verbonden is.

§ 2. Bij de keuze van de stagedienst moet de onderwijsinrichting voor sociale promotie ervoor zorgen dat de studenten geconfronteerd worden met een waaier van gezondheids- en/of pathologische toestanden en psychosociaal-medisch-sociale aspecten alsook met een diversiteit aan verpleegkundige zorgverleningen die met de verschillende stadia van de opleiding overeenstemmen.

Tijdens de stages moeten de studenten de mogelijkheid hebben welbepaalde taken uit te voeren die in overeenstemming zijn met hun bevoegdheidsniveau en moeten er een methodische evaluatie van kunnen maken.

De opleidingservaringen opgedaan door de studenten moeten besproken worden met de leerkrachten-verpleegkundigen/vroedvrouwen en ook met de verpleger (verpleegster) verantwoordelijk voor de dienst elke keer dat dit mogelijk is.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid Gezondheid behoort, kan wat de keuze betreft van de dienst of van de eenheid voor klinisch onderwijs, een afwijking van de vereisten toestaan vermeld in de artikelen 2 en 4, en in 't bijzonder wanneer het gaat om nieuwe ervaringen inzake gezondheidszorg.

HOOFDSTUK III. — *Verdeling van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster)*

Art. 5. Het klinisch onderwijs dat leidt tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) moet ten minste 2 240 periodes van 50 minuten omvatten gespreid over 5 jaar studies.

Art. 6. Voor alle opleidingseenheden van de afdeling afgesloten met het brevet van ziekenhuisverpleger (- verpleegster), mogen er studiebezoeken in een of meer stagedomeinen, opgesomd in de artikelen 8, 9 en 10, georganiseerd worden ten belope van maximum 150 lestijden en voor zover de studenten schriftelijk een verslag opmaken over elk bezoek.

Art. 7. Voor iedere student stelt de onderwijsinrichting voor sociale promotie een overzichtstabel over de stages op die ter visering aan de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid wordt voorgelegd op het einde van de geïntegreerde proef van de afdeling die leidt tot het behalen van in dit besluit bedoeld brevet.

Art. 8. De opleidingseenheden " Stage : Ziekenhuisverpleger - klinisch onderwijs voor het aanleren Ia, Ib, Iia en Iib ", zoals bepaald in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het verwijzingsdossier van de afdeling " Ziekenhuisverpleger " ingedeeld in het niveau van het secundair onderwijs van het onderwijs voor sociale promotie van het stelsel 1, omvatten ten minste 640 lestijden voor het onderwijs van algemene verpleegkundige zorgverleningen die als volgt moeten gespreid worden :

1° minimum 320 lestijden bij volwassenen. Dit onderwijs moet ingericht worden in de ziekenhuisdiensten voor geneeskunde of heelkunde;

2° minimum 80 lestijden bij oude mensen. Dit onderwijs mag ingericht worden in de rusthuizen, de rust- en verzorgingshuizen en de dagcentra, uitgezonderd de geriatrie en psycho-geriatrie ziekenhuisdiensten,

3° minimum 40 lestijden bij gezonde kinderen. Dit onderwijs mag ingericht worden inzonderheid in kinderverblijven, kinderdag- en nachtverblijven, gemeentehuizen voor opvang van jeugdige kinderen, kinderscholen, tehuizen voor kinderen, raadplegingsdiensten gericht op de gezondheidsopvoeding;

4° 200 lestijden naar keuze van de onderwijsrichting voor sociale promotie. Dit onderwijs mag ingericht worden in de bovenvermelde sectoren of in andere na toestemming van de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid.

Art. 9. De opleidingseenheden "Stage : Ziekenhuisverpleger - klinisch onderwijs voor het aanleren III en IV, zoals bedoeld in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, omvatten ten minste 760 lestijden voor het onderwijs van verpleegkundige zorgverleningen die als volgt moeten gespreid worden :

1° minimum 160 lestijden bij volwassenen opgenomen in de geneeskundige diensten van het ziekenhuis;

2° minimum 160 lestijden bij volwassenen opgenomen in de heelkundige diensten van het ziekenhuis;

3° minimum 80 lestijden bij oude mensen opgenomen in de geriatrie of psycho-geriatrie diensten van het ziekenhuis;

4° minimum 120 lestijden bij moeders en pasgeborenen enerzijds, en bij zieke in het ziekenhuis opgenomen kinderen anderzijds. Dit onderwijs moet ingericht worden respectievelijk in de materniteitsdiensten en in de diensten voor pediatrie. De twee domeinen moeten verkend geweest zijn;

5° minimum 80 lestijden bij mensen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgverleningen nodig hebben. Dit onderwijs mag onder meer ingericht worden in de ziekenhuizen of psychiatrische diensten, de tehuizen voor psychiatrische zorgverleningen, de beschutte huizen, de diensten voor geestelijke gezondheid en begeleiding;

6° 160 lestijden naar keuze van de onderwijsrichting voor sociale promotie. Dit onderwijs mag ingericht worden in de bovenvermelde sectoren of in andere na toestemming van de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid.

Art. 10. De opleidingseenheden "Stage : Ziekenhuisverpleger - klinisch onderwijs voor het aanleren Va en Vb" zoals bedoeld in het verwijzingsdossier bedoeld bij artikel 1 van het bovenvermeld besluit van 23 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap, omvatten ten minste 840 lestijden voor het onderwijs van verpleegkundige zorgverleningen die als volgt moeten gespreid worden :

1° minimum 200 lestijden bij volwassenen opgenomen in de geneeskundige diensten van het ziekenhuis;

2° minimum 200 lestijden bij volwassenen opgenomen in de heelkundige diensten van het ziekenhuis. In de mate van het mogelijke bezoeken de studenten de heelkunde-afdeling. Indien deze gelegenheid te baat wordt genomen, mag het minimum aantal lestijden eraan besteed niet lager zijn dan 40;

3° minimum 80 lestijden bij oude mensen ingericht in de bij artikel 8, 2° en bij artikel 9, 3° bedoelde structuren;

4° minimum 80 lestijden bij mensen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgverleningen nodig hebben, ingericht in de bij artikel 9, 5° bedoelde structuren;

5° minimum 80 lestijden bij mensen die thuis worden verzorgd door ziekenhuispersoneel van de diensten voor thuisverzorging;

6° 200 lestijden naar keuze waaronder 80 lestijden naar keuze van de student. Dit onderwijs mag gegeven worden in de in de art. 8, 9 of 10 vermelde sectoren of in andere na toestemming van de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 september 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Gezondheidspromotie,
Mevr. L ONKELINX

2 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation des services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 40, 75 et 137;